carnets29

automne 2013

fneeq CSN
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

DANS CE NUMÉRO

▸ Éditorial : Et si on avançait ? ▸ Un portrait de la formation syndicale ▸ Chronique du comité environnement ▸ Mentorat : une démarche qui innove ▸ Échos des regroupements ▸ La CSN lance une vaste campagne d'éducation populaire ▸ Le printemps érable, un an plus tard

ET SI ON AVANÇAIT ?

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Il n'est plus possible d'écouter un bulletin de nouvelles, d'ouvrir un journal, ou une page web sans entendre parler de crise financière ou économique. Mais qu'en est-il de la récession sociale ? Outre les performances de notre économie de marché, comment les gens vivent-ils ? Le progrès ne saurait-il être que technologique, ou peut-il aussi englober tous les aspects de la vie, notamment notre rapport à notre travail, à la politique, aux institutions, à la famille, à notre environnement et à notre possibilité de réaliser nos rêves ?

Faut-il se rappeler que le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs, depuis des décennies, ne fait, au mieux, que stagner, et ce, malgré les gains de productivité obtenus au fil des années[1]. Aujourd'hui, le fait de travailler n'est plus une protection contre la pauvreté. Parlez-en aux banques alimentaires et aux organismes d'aide de toute sorte.

La précarité du travail et les diverses formes de travail atypique qui apportent leurs lots de disparités de traitement sont l'apanage de presque une personne sur deux. Pourtant, on met de l'avant, sans consulter personne, une réforme odieuse et répressive envers les chômeuses et les chômeurs. Seulement 40 % des personnes qui travaillent ont un régime de retraite, et on réussit à les faire passer pour des gâtés du système, dans un objectif de leur faire perdre des droits, au lieu de songer à améliorer la retraite du plus grand nombre de travailleurs, tout ça dans une grande spirale descendante et appauvrissante.

Dans un tel contexte, ne serait-il pas juste et opportun de questionner la responsabilité des gouvernements et des employeurs à assurer à la population et à leurs salariés un revenu décent pendant leur vie active mais aussi à leur retraite ? Ne peut-on pas proposer un projet de société constructif et plus progressiste ? Quel rôle les syndiqués et les syndicats peuvent-ils jouer en ce sens ?

Dans la foulée d'autres mouvements sociaux que nous avons connus dernièrement, il est primordial que nous continuions à mettre sur la place publique notre vision des choses et que nous nous mobilisions pour répondre aux attaques qui nous sont faites, comme travailleuses et travailleurs et comme syndiqués.

Malgré le cynisme ambiant, nous restons persuadés qu'il faut travailler à renforcer la démocratie et la participation citoyenne pour faire changer les choses et que grâce à la participation des syndicats et à celle de leurs membres, nous pourrons parler d'une voix plus forte, véritablement nous faire entendre, et influer sur les décisions politiques qui nous concernent toutes et tous.

[1] IRIS. *Est-ce que les Québécois et Québécoises profitent de l'augmentation de la productivité ?*, août 2013

SOMMAIRE NO.29

3 **Un portrait de la formation syndicale**

5 **Chronique du comité environnement**

6 **Mentorat : Une démarche qui innove**

8 Échos des regroupements
Le regroupement privé
Le regroupement cégep
Le regroupement université

9 **Fneequeries**

10 **La CSN lance une vaste campagne d'éducation populaire : *Et si on avançait***

11 **Le printemps érable, un an plus tard**

Carnets est une publication de la Fédération des enseignantes et des enseignants du Québec. La FNEEQ-CSN représente près de 33 000 membres dans les cégeps, les établissements privés et les universités. Au Québec, elle est l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.

FNEEQ-CSN
1601, av. De Lorimier, Montréal (QC) H2K 4M5
Téléphone : 514 598-2241 Téléc. : 514 598-2190
fneeq.reception@csn.qc.ca – **www.fneeq.qc.ca**

/FneeqCSN

Rédacteur en chef : Jean Murdock
Coordination et rédaction : France Désaulniers
Révision : Denise Babin communication, Ariane Bilodeau
Collaborations : Sylvain Marois, Jean Murdock, Caroline Quesnel, Micheline Thibodeau, François Chassé
Photo de la couverture : Studio Denis Gendron
Graphisme : Brunel Design
Impression : Quadriscan inc.
Tirage : 6500 exemplaires

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives du Canada.
ISSN 2291-3343
Cette publication est imprimée sur du papier fait de fibres recyclées. **Notre forêt nous tient à cœur.**

Un portrait de la formation syndicale

PHOTO : MICHEL GIROUX

Caroline Quesnel
Vice-présidente de la FNEEQ

La légende veut que les pires étudiants dans une classe soient les enseignants eux-mêmes lorsqu'ils se prêtent à cet exercice. S'il n'est pas nécessairement facile de combler toutes les attentes de celles et de ceux qui en font leur profession, au moins n'a-t-on pas à les convaincre de l'importance d'acquérir des connaissances… En matière de formation syndicale, la FNEEQ possède une feuille de route intéressante. En voici le bilan des trois dernières années.

Chez un grand nombre de membres qui s'impliquent, l'engagement dans le syndicalisme est d'abord vécu comme une histoire de cœur. Or, l'enthousiasme est parfois tiédi par les perspectives légales et la complexité de certains volets de l'action syndicale. C'est pourquoi la fédération mise, depuis les débuts, sur la formation des militantes et des militants par des personnes qui possèdent une solide expérience du terrain. Le défi consiste à proposer des outils pratiques et efficaces en tenant compte de la réalité très diversifiée du milieu de travail des trois regroupements.

Au mois de septembre de chaque année, les syndicats reçoivent le calendrier des formations offertes par la FNEEQ ainsi que celles offertes par leur conseil central. Ces deux instances se partagent les sujets de formation en fonction de leurs mandats. Dans les conseils centraux, on propose des formations axées sur le fonctionnement des comités exécutifs, sur l'information syndicale et sur la santé et la sécurité au travail. À la fédération, on s'intéresse plutôt aux enjeux étroitement liés à la réalité de nos membres : la négociation pour les regroupements privé et université, l'allocation de ressources dans les cégeps, les assurances collectives pour les syndicats adhérents, etc.

Les tableaux ci-contre proposent une vue d'ensemble de l'offre et de la participation aux formations offertes par la fédération entre l'automne 2010 et le printemps 2013.

Tableau 1 > Statistiques générales

Année	Sessions de formation	Participants
2010-2011	8	230
2011-2012	5	105
2012-2013	11	247
TOTAL	24	582

Tableau 2 > Liste des formations

Formation	Regroupement	Participants
Agent de griefs 1	tous	78
Agent de griefs 2	tous	94
Allocation et financement	cégep	88
Allocation et tâche enseignante	cégep	94
Assurances	tous	64
États financiers	privé et université	29
Nouveau membre exécutif	cégep	45
Négociation	privé et université	26
RREGOP	tous	64
TOTAL		582

On constate que le nombre de participantes et de participants est impressionnant : près de 600 membres se sont déplacés et ont suivi l'une des 24 sessions de formation au cours des trois dernières années, soit à Québec ou à Montréal.

Si l'on considère la provenance des participants, on se rend compte non seulement que tous les regroupements sont représentés, mais que 80 des 91 syndicats de la FNEEQ ont envoyé au moins une personne en formation durant cette période. Ces chiffres envoient un message positif à la fédération : les syndicats jugent important le fait de se perfectionner et profitent des occasions qui leur sont offertes.

Les tableaux 3 et 4 donnent des informations complémentaires sur les caractéristiques des participants.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Il est intéressant de souligner que la proportion d'hommes par rapport aux femmes observée dans les formations reflète exactement la composition des comités exécutifs de la FNEEQ. On constate par ailleurs que, parmi les 582 participants dénombrés précédemment, un bon pourcentage (40 %) semble avoir pris goût à l'exercice et s'y adonne plus d'une fois.

Ceux qui renouvellent l'expérience au moins une fois par année constituent tout de même la minorité des participants (20 %) et l'on ne peut que saluer l'effort des cinq membres qui ont poussé le zèle jusqu'à suivre sept sessions de formation en trois ans !

Au printemps dernier, la compilation de ces statistiques a alimenté la réflexion d'un comité de travail qui a présenté à la réunion d'équipe de la FNEEQ du mois de juin quelques propositions concrètes pour maintenir et améliorer l'offre de formation :

1) Préparation d'un bilan annuel ;
2) Présence de deux formateurs pour chaque formation ;
3) Préparation d'un formulaire d'appréciation ;
4) Examen des options en santé et sécurité au travail.

Pour compléter le portrait, il faut mentionner l'ajout de nouvelles sessions de formation qui seront données au cours du présent mandat : « nouveaux membres du comité exécutif » pour le regroupement privé à l'automne 2013, « négociation » pour le regroupement cégep à l'hiver 2014 et, pour tous les regroupements, des formations offertes par le comité femmes, le comité action internationale et le comité précarité, relève et vie syndicale d'ici le printemps 2015.

Tableau 3 > Sexe des participants

	Nombre (%)
Femmes	**158 (40 %)**
Hommes	**244 (60 %)**
TOTAL	**392**

Tableau 4 > Fréquence de participation

Formation	Nombre (%)
1 session	**235 (60 %)**
2 sessions	**78 (20 %)**
3 sessions	**36 (9 %)**
4 sessions	**24 (6 %)**
5 sessions	**11 (3 %)**
6 sessions	**3 (1 %)**
7 sessions	**5 (1 %)**
TOTAL	**392**

PHOTO : ISTOCK

Ce compte rendu de la formation syndicale à la FNEEQ fait mentir le proverbe qui veut que les cordonniers soient toujours les plus mal chaussés. Au contraire, ce bilan témoigne de la grande vitalité de notre milieu enseignant et de la volonté des syndicats de la fédération de tirer profit de toutes les ressources qui leur sont proposées.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Chronique du comité environnement

La question de l'environnement est une préoccupation de la FNEEQ depuis de nombreuses années. En 2008, la fédération se dotait d'une politique-cadre en environnement, et, en 2011, d'une politique d'achat responsable, inspirée de celle de la CSN, qui vise à acquérir des produits et des services respectant les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs et à favoriser des pratiques éco-efficientes[1]. Créé lors du dernier congrès de la FNEEQ, le comité environnement[2], dorénavant distinct du comité santé et sécurité au travail, s'est réuni à quelques reprises afin de jeter les bases d'un plan de travail et d'amorcer les travaux pour la durée de son mandat de trois ans[3].

PHOTO : MICHEL GIROUX

Jean Murdock
Secrétaire général et trésorier de la FNEEQ

Nous avons dégagé trois grands axes de travail. Le premier concerne la poursuite des initiatives en matière de protection de l'environnement, comme la mise à jour des politiques-cadres en matière d'environnement et le suivi des actions de la fédération pour la protection de ce dernier.

Le deuxième axe vise à faire la promotion et à encourager les initiatives de développement durable[4] qui s'appuient sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. Dans cette perspective, nous travaillons actuellement à l'établissement d'un partenariat avec des groupes d'éducation à l'environnement qui agissent pour réduire les effets de l'activité humaine sur le climat. Déjà, nous avons compensé le déplacement de la délégation de la FNEEQ au Forum social mondial de Tunis en collaboration avec le groupe Arbre-évolution[5] qui soutient des communautés du Québec dans des projets de reboisement. Nous avons fait de même avec Carbone boréal[6] de l'Université du Québec à Chicoutimi pour tous les déplacements des délégations lors des instances de la fédération. Nous avons aussi rencontré l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE) afin d'explorer les possibilités de collaboration.

Enfin, le troisième et dernier axe vise à encourager la participation de la FNEEQ aux manifestations et aux actions politiques sur les questions de développement durable. Dans ce registre, on comprend qu'il s'agit aussi de défendre les droits sociaux et la consultation des communautés sur leur avenir. Notre participation aux forums sociaux ainsi qu'à l'organisation du premier Forum social Québec-Canada-Peuples autochtones, celui-ci devrait avoir lieu en 2014, en font partie.

Nous sommes actuellement à dresser un portrait des modes de déplacements des délégations pour les instances. Le comité a fait une recension des pratiques de la FNEEQ pour s'assurer du respect des politiques en vigueur. Nous espérons débattre prochainement d'un plan d'action qui s'adresse aux syndicats locaux pour favoriser ces orientations.

Cette chronique reviendra périodiquement pour vous informer des travaux du comité dans ce dossier, mais aussi pour traiter de questions de fond qui touchent l'environnement.

---

1 Selon le dictionnaire du Portail-Environnement, « l'éco-efficience d'une entreprise est atteinte par la distribution de biens à un prix compétitif qui satisfasse les besoins humains et apportent de la qualité de vie, tout en réduisant progressivement les impacts écologiques et l'usage des ressources tout au long du cycle de vie. L'éco-efficience implique :
- La réduction de l'intensité en matière des biens et des services.
- La réduction de l'intensité énergétique des biens et des services.
- La réduction de la dispersion de produits toxiques.
- L'augmentation de la recyclabilité des matériaux.
- La maximisation de l'usage durable des ressources renouvelables.
- L'extension de la viabilité des produits.
- L'augmentation de l'intensité des services apportés par les produits. »

2 Depuis 2012, le comité est composé d'Agnès Lessard, enseignante au Centre d'études collégiales en Charlevoix, d'Yves de Repentigny, enseignant au cégep du Vieux Montréal, de Stéphane Fauteux, chargé de cours de l'Université de Montréal, d'Ariane Bilodeau, employée de bureau à la FNEEQ, de Jonathan Leblanc, conseiller à la fédération et de Jean Murdock, secrétaire général, responsable politique du comité.

3 Mandat de 2012 à 2015

4 Au Québec, le développement durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Rapport Bruntland). Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement ». Source : Gouvernement du Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

5 http://www.arbre-evolution.org/

6 http://carboneboreal.uqac.ca/?page_id=12430

Mentorat

Une démarche qui innove

MIROIR, c'est l'acronyme de **Mentorat Individualisé Recadrant nos Observations pour Inspirer notre Réflexion,** un programme de mentorat individualisé pour les enseignantes et les enseignants mis en place au cégep de Trois-Rivières en 2010. Nous avons rencontré Claude Lamy, enseignant de littérature et représentant syndical, et Johanne Thibeault, enseignante de langues et initiatrice du programme, qui ont partagé l'essence de ce projet unique au Québec.

PHOTO : JULIA DAUS

France Désaulniers
Conseillère aux communications

Leurs yeux pétillent. Leur passion est manifeste. Ce projet de mentorat, auquel toutes les enseignantes et tous les enseignants qui le souhaitent peuvent prendre part, est un projet universel et interdisciplinaire qui reflète l'aboutissement de nombreuses années de recherche. Il ne s'agit pas ici d'expertise disciplinaire. Il y a des mentors, formés en accompagnement, qui amènent des collègues, des mentorés, à prendre du recul, à se questionner et à entreprendre une démarche de réflexivité, pour prendre le temps de réfléchir sur leur pratique. Le programme ne met pas de l'avant des solutions toutes faites.

Claude Lamy mentionne que l'essentiel de la démarche réside dans le fait que la participation se fait sur une base volontaire. « MIROIR, ce n'est pas la conséquence d'une difficulté. Le collège ne l'impose pas. C'est une démarche professionnelle qu'un enseignant entreprend. Il faut être ouvert, prêt à se poser des questions et à se remettre en question. »

« Je considère que c'est un privilège d'enseigner. »
Johanne Thibault

Madame Thibeault ajoute que MIROIR est un outil. « L'idée que des enseignants agissent à titre de mentors, c'est qu'ils sont des amoureux de leur profession. En outre, le lien de confiance qui se développe entre les participants est fondamental. On travaille ensemble, on identifie les besoins, on établit un plan, une feuille de route, on indique des défis à relever. Ensemble. »

Mais pourquoi entreprendre une telle démarche ? « Les motivations sont multiples. Par exemple, une enseignante, qui compte 18 ans d'expérience, et qui ne veut plus donner le même cours de la même façon. Elle veut sortir de sa zone de confort, mais elle a besoin de valider certaines choses », avance madame Thibeault. « Il y a des experts dans leur domaine qui deviennent enseignants : se pose alors le problème d'identité professionnelle. Les enseignantes et les enseignants de l'ordre collégial et de l'ordre universitaire ont ceci en commun : ils sont des experts dans leurs disciplines, mais aspirent à se développer sur le plan pédagogique. Certains enseignants se demandent jusqu'où ils peuvent accep-

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

ter la négociation avec leurs étudiantes et leurs étudiants, par exemple. Ils peuvent ressentir un certain malaise, un inconfort. »

« Se pose aussi la question de l'éthique : est-ce que les enseignants peuvent faire telle chose ? Y a-t-il un code de déontologie ? D'autres recherchent des défis, certains voudraient mieux planifier leurs classes, ne veulent plus passer les fins de semaine à faire de la correction, souhaitent améliorer la gestion de leur classe. »

« Il faut retrouver le plaisir d'enseigner, pour celles et ceux qui l'ont perdu, et le découvrir pour celles et ceux qui sont trop stressés. » *Claude Lamy*

Pour Claude Lamy, un autre aspect fondamental du projet, c'est l'interdisciplinarité. « Les participants discutent avec des collègues, qui enseignent une discipline autre, qui ont un regard sur l'enseignement qui diffère du leur et qui s'inscrit dans une autre dynamique. C'est ce qui permet l'ouverture. Bien sûr, nous disposons d'autres outils dans notre convention collective. Il y a également des personnes ressources dans les départements, des ateliers pédagogiques et des mesures de soutien. Mais ce projet s'inscrit dans une perspective de réflexion sur notre pratique. Cette approche replace le prof au cœur de sa pédagogie et de son enseignement. La demande et les besoins sont là ! C'est une démarche de développement professionnel et cela se répercute sur la qualité de l'enseignement. »

Les enseignantes et les enseignants ont tendance à porter tout sur leurs épaules. Si les étudiants ne sont pas motivés, c'est de leur faute, s'ils ne réussissent pas, c'est aussi de leur faute… L'épuisement professionnel les guette. De plus, MIROIR vient faciliter l'insertion professionnelle en brisant l'isolement et en soutenant le développement de saines habitudes d'enseignement.

Le syndicat, un partenaire essentiel

Madame Thibeault mentionne que pour que le programme fonctionne, il est nécessaire que le syndicat soit impliqué dans la démarche, qu'il y soit associé. Il y a des exemples aux États-Unis et en Europe qui le démontrent clairement et c'est également le cas à Trois-Rivières.

Claude Lamy ajoute que le syndicat a fait valoir aux membres du comité paritaire l'importance du mentorat pour les convaincre que c'était la voie à suivre. Une démarche entreprise entre pairs, ça fait toute la différence. Il y a du soutien, du développement professionnel et aucune mesure de contrainte n'y est associée. Les résultats sont notables : il y a rétention des profs, on prévient des congés, on évite des conflits pédagogiques. C'est une mesure de prévention à long terme. Et puis, chaque mentor, chaque mentoré, a un rayonnement dans son département. Cela se répercute auprès des étudiants, mais également entre collègues de département.

« Sans moyens de soutien aux profs, pas question d'évaluer l'enseignement. Et l'évaluation, c'est strictement formatif, tel que présenté dans la convention collective. Le contexte de l'évaluation de l'enseignement a été utile pour mettre en place cette formule. L'urgence, c'est dans le département qu'on la vit, qu'on la règle, mais il nous apparaissait essentiel d'apporter un soutien au développement tout au long de la carrière. »

Être mentor

Devenir mentor, c'est la transmission d'un savoir-être prof. C'est apporter à d'autres un support dont on aurait voulu bénéficier. C'est agir pour les étudiantes et les étudiants, pour un meilleur enseignement. Les mentors veulent partager leur expérience et le transfert d'une meilleure situation pédagogique pour les étudiants est fondamental. C'est la contribution de MIROIR.

Une initiative qui porte ses fruits

Au début de l'année 2013, le Cégep de Trois-Rivières et l'Université du Québec à Trois-Rivières annonçaient leur collaboration dans un projet portant sur le mentorat et le transfert d'expertise en pédagogie de l'enseignement supérieur. Financée par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST), cette collaboration est unique au Québec et permettra notamment la mise en place du Centre interdisciplinaire de perfectionnement pédagogique et de recherche en enseignement supérieur (CIPPRES) au cégep de Trois-Rivières en 2015, bien que des travaux de recherche soient déjà entamés. Et c'est l'expérience des enseignants mentors du cégep qui devient la ressource pour les profs mentors de l'UQTR. À la FNEEQ, nous considérons que ce projet répond à des besoins réels et exprimés, qu'il est fondé sur une approche respectant les individus et qu'il pourrait se révéler fort utile dans l'ensemble du réseau collégial. Cette expertise pourrait certainement profiter à d'autres établissements d'enseignement supérieur. À suivre !

[1] En savoir plus : http://miroir.cegeptr.qc.ca

Témoignages

« Pour moi, enseigner est un métier passionnant et je suis très fébrile à l'idée d'aider des collègues, emballée par la perspective de faire naître ou de raviver cette passion grâce au projet MIROIR. On est beaucoup plus heureux dans notre travail si l'on découvre l'aisance et surtout le plaisir d'enseigner ! »

Hélène Hébert, mentore, enseignante en techniques d'hygiène dentaire

« J'enseigne depuis quelques années. J'ai pris beaucoup de temps avec une mentore exceptionnelle pour réfléchir à ce que je souhaitais devenir pour mes étudiants. Nous avons ensuite travaillé ensemble pour adapter ma personnalité professionnelle afin qu'elle me ressemble le plus possible. J'apprécie encore plus mon travail à chaque session qui commence ! »

Simon Lévesque, mentoré, enseignant en physique

Le regroupement privé

PHOTO : MICHEL GIROUX

Caroline Quesnel
Vice-présidente de la FNEEQ

L'année 2013-2014 s'annonce un peu moins chargée que la dernière, à tout de moins sur le plan de la négociation ! Au total, 8 syndicats sur 35 poursuivent ou amorcent la négociation de leur convention collective. On peut souligner que quatre syndicats en sont à leur première négociation avec la FNEEQ : les professeurs de musique et le personnel non enseignant de Villa Maria, les enseignantes et les enseignants de la communauté innue de Pessamit, ceux du Collège Laurier, ainsi que ceux du Collège Jean de la Mennais à La Prairie. Les écoles secondaires au Québec subissent encore les effets de la baisse démographique, et ce, jusqu'en 2017. Par conséquent, plusieurs établissements du regroupement montrent des signes de fragilité financière. Il faudra que les comités exécutifs locaux redoublent de vigilance et soient impliqués dans les décisions administratives afin d'éviter des solutions draconiennes telles que la fermeture déplorable de deux écoles que nous avons vécue l'an dernier.

Du côté de la coordination du regroupement, on prépare au cours de l'automne une nouvelle version du tableau comparatif des 35 conventions collectives de nos membres. Il s'agit d'un document d'une grande valeur, car il permettra de

PHOTO : ISTOCK

connaître avec précision la réalité du milieu et de fixer localement des objectifs de négociation. Une nouvelle section portant sur les clauses relatives aux élèves à besoins particuliers (EHDAA) sera ajoutée au comparatif. Par ailleurs, il faut mentionner qu'une toute nouvelle formation sera offerte aux nouveaux membres des comités exécutifs afin de leur fournir des outils pour faciliter le travail syndical et identifier les ressources de la fédération.

Le regroupement cégep

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

Micheline Thibodeau
Vice-présidente de la FNEEQ

Le regroupement cégep vit des moments intenses depuis la rentrée. Plusieurs dossiers importants suscitent des réactions et des débats très intéressants.

D'abord, les représentantes et les représentants des syndicats ont été saisis du résultat de l'évaluation de notre catégorie d'emploi faite par le Conseil du trésor. Cette évaluation situe notre catégorie d'emploi en-deçà de celle des enseignantes et des enseignants des commissions scolaires. Le regroupement a fortement réagi à cette dévalorisation de l'enseignement collégial et du travail des profs de cégep. Un plan d'action a été adopté sur le thème de *Dérangement 21*.

Depuis le début du mois de septembre, les rencontres avec le Conseil du trésor et avec le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (MESRST) se sont multipliées pour faire reconnaître la nature de notre travail et mettre de l'avant nos trois objectifs dans ce dossier : établir une structure salariale indépendante de celle des enseignantes et des enseignants des commissions scolaires, reconnaitre notre appartenance à l'enseignement supérieur et valoriser les diplômes de maîtrise et de doctorat. Au moment d'écrire ces lignes, le plan d'action est toujours en vigueur.

PHOTO : FRANCE DÉSAULNIERS

D'autres dossiers importants figurent dans le plan de travail. Sans en faire une énumération exhaustive, mentionnons la préparation de la négociation, les attaques contre certains programmes techniques et la dévalorisation de l'enseignement collégial, le dossier des étudiantes et des étudiants en situation de handicap et celui de la formation continue et de la reconnaissance des acquis et des compétences.

Le regroupement université

PHOTO : MICHEL GIROUX

Sylvain Marois
Vice-président de la FNEEQ

Dans les suites du Sommet sur l'enseignement supérieur, notons que Claude Corbo, ancien recteur de l'UQAM et responsable du chantier sur la création du futur Conseil national des universités québécoises (CNUQ), a déposé son rapport à la fin du mois de juin, et que Lise Bissonnette et John Porter, coprésidents du chantier sur la loi-cadre des universités, ont fait de même en septembre.

Si le rapport Corbo va bien dans le sens souhaité de créer un conseil de coordination des universités, un conseil où la communauté universitaire serait représentée, il semble avoir oublié le rôle joué par les chargées et chargés de cours ! Quant au rapport sur la loi-cadre des universités, là encore, même si la valorisation de l'enseignement y occupe une place importante, il n'est nullement question de la contribution essentielle des chargés de cours à ce volet de la mission des universités. À ces deux occasions, la FNEEQ a rapidement manifesté publiquement sa déception et exigé la représentation et la reconnaissance des personnes chargées de cours à la hauteur de l'importance de leur contribution à la qualité de l'enseignement universitaire à travers tout le Québec. C'est à suivre…

Du côté de la négociation regroupée, les discussions se poursuivent pour les chargés de cours de l'Université McGill. Il s'agit de la négociation d'une première convention collective, et ce, face à un employeur reconnu pour son inflexibilité. Toutefois, un changement à la direction pourrait changer la donne… Les tutrices et les tuteurs de la Téléuniversité ainsi que les chargés de cours de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue sont quant à eux en pourparlers pour le renouvèlement de leur contrat de travail.

Quelques bonnes nouvelles : entente de principe à l'Université Laval, prolongation de la convention actuelle à l'Université de Montréal assortie d'une bonification salariale, et signature d'une nouvelle convention à Chicoutimi.

Soulignons également l'adoption du bilan du cycle de négociation 2009-2013 et la signature du protocole de solidarité pour le nouveau cycle qui commence.

Enfin, pendant l'année qui vient, le regroupement université mènera des travaux préparatoires au forum sur la place des chargés de cours dans les universités, un événement qui aura lieu en 2014. La reconnaissance, l'autonomie professionnelle, la stabilisation de l'emploi et la contribution des chargées et chargés de cours à la recherche, à la création et aux services à la collectivité seront parmi les thèmes soumis à la réflexion.

À surveiller : la 13e édition de la Journée nationale des chargées et chargés de cours, le 22 novembre prochain !

[1] Voir www.chargesdecours.com et Facebook : les chargées et chargés de cours dans nos universités québécoises.

Fneequeries

Les membres de la FNEEQ s'engagent…

Les 13 conseils centraux de la CSN, qui regroupent sur une base territoriale tous les syndicats d'une région, ont tenu leur congrès cette année. Plusieurs membres de la FNEEQ militent et participent activement au dynamisme de cette vie régionale.

Mentionnons l'élection d'Engelbert Cottenoir, chargé de cours à l'UQAC, à la présidence au Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Catherine Ladouceur, enseignante au cégep de Sherbrooke, au secrétariat général en Estrie, de Paul Lavergne, enseignant au Collège Shawinigan, à la présidence au Cœur-du-Québec, de Ginette Pelletier, chargée de cours à l'UQAR, à la vice-présidence au Bas-Saint-Laurent et de Dominique Daigneault, enseignante au cégep du Vieux Montréal, à la présidence du Conseil central du Montréal métropolitain.

Colloque de l'AQPC

Lors de son colloque annuel tenu en juin 2013, l'Association québécoise de pédagogie collégiale a décerné des mentions d'honneur aux enseignantes et aux enseignants du réseau collégial qui se sont illustrés par leur engagement pédagogique et par leur contribution à l'enseignement collégial. Choisis par leurs pairs dans chacun des établissements, cette mention vise à souligner leur engagement. On peut consulter la liste des récipiendaires dans le site de l'AQPC (www.aqpc.qc.ca).

www.facebook.com/FneeqCSN

www.twitter.com/FneeqCSN

Et si on avançait

Nous avons tous scandé dans une manifestation : « On avance, on avance, on recule pas ! » La CSN a décidé de porter ce slogan un peu plus loin en lançant une campagne d'éducation populaire ayant pour thème *Et si on avançait.* Parce que le progrès social dépend de nous.

Caroline Senneville
Présidente de la FNEEQ

France Désaulniers
Conseillère aux communications

Que ce soit en termes de sécurité du revenu tout au long de la vie, de développement économique et durable, du maintien et du développement de nos services publics, du renforcement de la démocratie et de la participation citoyenne, la CSN mise sur une campagne d'idées et souhaite aller à la rencontre des membres de la confédération.

Ce sont les enjeux importants dont la CSN souhaite débattre lors de la campagne qui se déploiera cet automne. Dans un souci de favoriser la plus grande participation à cet important processus de réflexion collective, la CSN organisera une série d'assemblées publiques dans chacune des régions du Québec. Des membres du comité exécutif de notre confédération participeront à ces assemblées.

Nous vous invitons bien sûr à y participer en grand nombre. Voilà une belle occasion, non seulement de débattre du type de société que nous voulons et du rôle que doivent y jouer les syndicats, mais aussi de faire entendre votre voix au sujet de nos priorités syndicales.

Toujours dans le cadre de cette campagne, la FNEEQ vous incite à organiser une activité de discussion autour de ces enjeux. N'hésitez surtout pas à faire appel à nous, ou à votre conseil central, dans l'organisation d'une telle activité. Les membres du comité exécutif de la FNEEQ sauront se rendre disponibles pour y prendre part.

Voir : www.csn.qc.ca/html/static/etsionavancait/

Le printemps érable, un an plus tard

Une année. C'est peu et beaucoup à la fois. On compte nombre de conférences, de colloques, de séminaires, de publications et de films qui esquissent, rappellent, évoquent ou analysent le conflit étudiant qui aura fortement marqué le printemps 2012. Dans plusieurs établissements, des initiatives d'enseignantes et d'enseignants, de départements, et des institutions elles-mêmes, on a souligné le premier anniversaire de ce printemps qualifié d'érable. Nous ne prétendons pas offrir un portrait exhaustif des activités qui se sont déroulées, mais nous souhaitons en rappeler quelques-unes.

PHOTO : JULIA DAUS

France Désaulniers
Conseillère aux communications

Au **cégep Lionel-Groulx,** mentionnons la tenue de l'événement *Rouge, comme un printemps*, organisé en mai 2012, par des enseignantes et des enseignants des départements de français, d'arts plastiques et de sciences humaines. Prises de parole, expositions photos, projections de vidéos, auteures, essayistes, ont jeté un regard sur les événements. Un débat, ouvert au public, s'est attardé aux lendemains d'un printemps.

La 7e édition de la Semaine de la citoyenneté organisée au **cégep du Vieux Montréal,** en avril 2013, aura été une occasion de revenir sur ce moment marquant de la société québécoise. Au cours de la semaine *D'un printemps à l'autre,* on a abordé des questions comme le traitement de la grève par les médias, le devoir de réserve des enseignantes et des enseignants, la liberté d'expression et la désobéissance civile.

De même, un colloque de deux jours organisé à l'**Université du Québec à Chicoutimi** a rassemblé des universitaires venus parler des racines du mouvement et des défis liés au financement des études, alors que d'autres ont analysé les aspects plus philosophiques et politiques des événements du printemps. Ces conférences ont été enregistrées et ont été diffusées sur les ondes du Canal Savoir. Elles le sont encore régulièrement.

PHOTO : LUC JARDON

Quant au syndicat des enseignantes et des enseignants du **cégep Montmorency,** c'est le 7 juin 2013 qu'il procédait au lancement d'un ouvrage collectif intitulé *Avec vous dans la rue,* faisant ainsi écho au slogan de leurs étudiantes et de leurs étudiants *Avec nous dans la rue.*

Au cours du printemps, les enseignantes et les enseignants ont pris la parole et ont participé activement à la défense du caractère public et accessible de l'éducation. Cet ouvrage est un recueil de leurs diverses interventions. Il contient des textes donnant un aperçu de leur analyse du conflit.

Retour vers le printemps

Du 9 au 12 avril 2013, le cégep Garneau, à Québec, était l'hôte de ce colloque. Organisé par des professeurs du département de philosophie et du département de lettres, cet événement a permis aux étudiantes et aux étudiants d'assister à une dizaine de conférences et tables rondes ayant pour objectif de faire un retour réflexif sur les événements du printemps érable et les enjeux qu'ils ont soulevés. Guy Rocher, Michel Seymour, Mathieu Bock-Côté, Marc Simard, Diane Lamoureux et Gilles Gagné, pour n'en nommer que quelques-uns, figuraient parmi les conférenciers invités. Il fut question, bien sûr, des droits de scolarité, mais aussi du Rapport Parent, de la judiciarisation du conflit, du rôle joué par les médias, de la démocratie étudiante et de la manière particulière dont s'est déroulé le conflit à Québec. Ce fut l'occasion pour les étudiants qui étaient au cégep au printemps 2012 de revenir sur les événements qu'ils ont vécu, et pour ceux qui n'y étaient pas de découvrir ce qui s'est passé, par-delà l'image médiatique.

François Chassé
Vice-président à l'information
Syndicat des professeur-e-s du Collège François-Xavier-Garneau

5 oct Journée mondiale des enseignant(e)s

Un appel pour les enseignant(e)s !

Journée mondiale des enseignant(e)s
5 octobre 2013

www.worldteachersday.org

Graphisme : Nathalie Cardy, CTE-FEC
Adaption pour 2013 : B. Destres (EI-IE)

Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture